

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 01 /AONR-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2026 DU 03 juin 2026
RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL DE METROLOGIE DES SERVICES
CENTRAUX DU MINCOMMERCE

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le Ministre du Commerce lance, pour le compte du Gouvernement de la République du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint en procédure d'urgence relatif à l'acquisition du matériel de métrologie des Services Centraux du MINCOMMERCE.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations, objet de la présente consultation, comprennent notamment :

N°	Désignations	Quantité
Balances électroniques		
1	Balance électronique avec certificat d'étalonnage (Porté max 60 kg ; Echelon : 5 g ; Classe III)	2
2	Balance électronique avec certificat d'étalonnage (Porté max 30 kg ; Echelon : 1 g ; Classe III)	2
Jauges - étalons		
3	jauge - étalon graduée de 20 Litres, en inox, EMT : 5 cl ; plus certificat d'étalonnage	3
Table anti vibration		
4	Table anti vibration (Dimensions : 800x782x600mm ; Poids 77 kg)	1
Fioles - étalons		
5	Fioles - étalons (Capacité nominale 1 litre ; En verre)	2

3. TRANCHES/ALLOTISSEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont en un (01) lot unique.

4. COUT PREVISIONNEL

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **trente millions (30 000 000) de Francs CFA TTC.**

5. DELAI PREVISIONNEL D'EXECUTION ET LIEU DE LIVRAISON

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la livraison des fournitures, objet du présent appel d'offres est de **quatre-vingt-dix (90) jours**. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

La livraison se fera au Ministère du Commerce.

6. PARTICIPATION ET ORIGINE

La participation au présent Appel d'Offres est restreinte aux entreprises de droit camerounais préqualifiées à l'issue de l'Appel à manifestation d'intérêt N° 01 /AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SDBMM/SMP/2026 du 10 Avril 2026.

Il s'agit des entreprises pré-qualifiées ci-après :

N°	Noms des entreprises préqualifiées	Adresses
1.	ETS CHALLENGE SERVICES	Tél : 694 70 26 86
2.	ETS NGUS CONSULTING SERVICES	Tél : 674 737 625
3.	ETS COSMOS INGINERING SERVICE	Tél :677 03 27 70 / 673 91 41 49

7. FINANCEMENT

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres, sont financées par le Budget d'Investissement Public (BIP) du MINCOMMERCE au titre de l'exercice 2026, sur la ligne d'Imputation Budgétaire 60 21 243 03 200000 204115 24429.

8. MODE DE SOUMISSION

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne (COLEPS).

9. CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun, délivré par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à six cent mille (600 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables, au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue au Ministère du Commerce, Service des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, téléphone : 222 22 69 68, dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable de cinquante mille (50 000) francs CFA, payable au Trésor Public et représentant les frais d'achat du dossier.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit sur les plateformes COLEPS ou PRIDESOFT disponibles aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO, conformément aux dispositions du point 444 de la Circulaire N°0001877C/MINFI du 31 décembre 2025 Portant Instruction relative à l'Exécution des Lois de Finance, au Suivi et au Contrôle de

l'Exécution du Budget de l'Etat et d'Autres Entités Publiques pour l'exercice 2026.

12.REMISE DES OFFRES

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais et l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la Plateforme COLEPS au plus tard le 07 Juin 2026 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessus dans les délais impartis.

APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 12/AONR-PU/MINCOMMERCE/CIPM/2026 DU 07 Juin 2026
RELATIF A L'ACQUISITION DU MATERIEL DE METROLOGIE DES SERVICES CENTRAUX DU
MINCOMMERCE.

(A N'OUVRIRE OU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT)

Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

Sous peine de rejet, le prestataire doit fournir l'accusé de réception qui prouve qu'il a effectivement déposé ses Offres en ligne et le reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance de paiement des frais d'achat du DAO lors du dépôt de la copie de sauvegarde, conformément à la Circulaire N°0001877C/MINFI du 31 décembre 2025 Portant Instruction relative à l'Exécution des Lois de Finance, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et d'Autres Entités Publiques pour l'exercice 2026. Les copies de sauvegarde parvenues après la date et l'heure limite de dépôt ne seront pas reçues.

13.RECEVABILITE DES OFFRES

L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents suivants dûment remplis et regroupés en un (01) seul document contenant trois (03) volumes.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les copies portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les copies parvenues postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les copies non-conformes au mode de soumission.
- Les copies sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres.

La copie de sauvegarde, non accompagné de l'accusé de réception qui prouve que le soumissionnaire a effectivement déposé ses Offres en ligne et le reçu de paiement de la caution de soumission auprès de la CDEC, ainsi que la quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres, conformément au point 444 de la Circulaire N°0001877C/MINFI du 31

décembre 2025 Portant Instruction relative à l'Exécution des Lois de Finance, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat et d'Autres Entités Publiques pour l'exercice 2026.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Conformément aux dispositions du point II.4 de la Lettre circulaire N°00019/LC/MINMAP du 05 juin 2024, relative aux modalités de constitution, de consignation, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics, ladite caution devra être accompagnée du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun.

14. OUVERTURE DES OFFRES

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 27 mai 2026 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINCOMMERCE dans la salle de Conférence du Ministère du Commerce.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des offres après, un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

15. CRITERES D'EVALUATION

Les critères d'évaluation sont de deux (02) types : les critères éliminatoires et les critères essentiels. Un critère ne peut être à la fois éliminatoire et essentiel.

Ces critères ont pour objet d'identifier et de rejeter les offres incomplètes ou non conformes pour l'essentiel aux conditions fixées dans la Demande de Cotation relatives notamment à la recevabilité des pièces administratives, à la conformité de l'offre technique aux spécifications techniques et à la qualification des soumissionnaires.

15.1 Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation selon les critères essentiels.

- 1- de l'absence du cautionnement de soumission timbré accompagné du récépissé de la caisse de Dépôt et de Consignation du Cameroun;
- 2- de la non-production dans un délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis excepté le cautionnement de soumission ;
- 3- des fausses déclarations, manœuvre frauduleuses ou falsification des pièces ;
- 4- de la non satisfaction d'au moins 70% de l'ensemble des critères essentiels ;
- 5- du non-respect du format de fichier des offres ;
- 6- de l'absence de déclaration sur l'honneur par laquelle le soumissionnaire certifie n'avoir pas abandonné de marché durant les trois (03) dernières années mais aussi qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- 7- de la non-conformité aux spécifications techniques des fournitures ;
- 8- de l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière (dans le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif et estimatif);
- 9- Absence d'un agrément ou d'un contrat notarié avec un agréé en métrologie dans le domaine du pesage et/ou de la volumétrie ;
- 10- de l'absence de prospectus, accompagné des fiches techniques du fabricant ;
- 11- de l'absence d'un élément de l'Offre financière (la soumission, le BPU, le DQE);
- 12- de la non-conformité du modèle de soumission ;
- 13- de l'absence de la Charte d'intégrité datée et signée ;
- 14- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- 15- de l'absence des offres du soumissionnaire sur la plateforme COLEPS ;
- 16- de l'absence ou défaillance des copies de sauvegarde des offres administrative, technique et financière, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS.

15.2. Critères essentiels

Les critères dits essentiels sont ceux primordiaux ou clés pour juger de la capacité technico-financière des candidats à exécuter les prestations, objet de l'appel d'offres.

Les offres techniques seront évaluées suivant le système de notation binaire (oui/non) et suivant les critères essentiels détaillés dans la grille d'évaluation.

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- 1- la présentation de l'offre (ordre des pièces, lisibilité et clarté);
- 2- les expériences et références du soumissionnaire (copies des marchés ou Lettre-Commandes première et dernière page, bordereau de livraison signé par le Maître d'Ouvrage, PV de réception certifiant la bonne exécution de ces marchés) ;
- 3- L'attestation du services après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnels techniques le cas échéant) ;
- 4- L'attestation de Solvabilité Financière, supérieure ou égale à dix millions (10 000 000) de Francs CFA, délivrée par un établissement bancaire de premier ordre ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des Finances ;

- 5- Preuves d'acceptation des conditions du marché (Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les spécifications techniques de la fourniture, paraphés à chaque page, signés, datés et cachetés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé ».
- 6- Proposition technique ou méthodologie d'exécution.
- 7- Attestation de Garantie des fournitures livrées d'au moins un an ;
- 8- Calendrier et délai de livraison inférieur ou égal à quatre-vingt-dix (90) jours ;

16. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Le soumissionnaire reste engagé par ses offres pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours, à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à au Ministère du Commerce, Services des Marchés Publics, 1^{er} étage, porte 106, Tél. 222.22.69.68 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm>.

19. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET LES MAUVAISES PRATIQUES

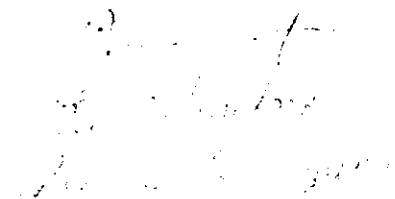
Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes, tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) SMS ou appel aux numéros suivants : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé, le 03 JUI 2026

LE MINISTRE DU COMMERCE

COPIES :

- MINMAP
- ARMP
- MINCOMMERCE
- Président CIPM
- AFFICHAGE
- CHRONO/ARCHIVES



URGENT RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. /AONR-PU /MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF 23 JUN 2026
**FOR THE PURCHASE OF METROLOGY EQUIPMENT FOR THE CENTRAL SERVICES OF
MINCOMMERCE**

1. PURPOSE OF THE INVITATION TO TENDER

The Minister of Trade, on behalf of the Government, of the Republic of Cameroon, hereby launches an Urgent Restricted National Invitation to Tender for the purchase of metrology equipment for the central services of MINCOMMERCE.

2. SCOPE OF SERVICES

The services covered by this invitation to tender shall include in particular :

No.	Item names	Quantity
<u>Electronic weighing scales</u>		
1	Electronic scale with calibration certificate (Maximum capacity: 60 kg; Graduation: 5 g; Class III)	2
2	Electronic scale with calibration certificate (Maximum capacity: 30 kg; Graduation: 1 g; Class III)	2
<u>Calibration gauges</u>		
3	Stainless steel 20-litre graduated calibration gauge, EMT: 5 cl ; plus calibration certificate	3
<u>Anti-vibration table</u>		
4	Anti-vibration table (Dimensions : 800x782x600mm ; Weight 77 kg)	1
<u>Calibration phials</u>		
5	Calibration phials (1-litre nominal capacity ; in glass)	2

3. LOTS/ALLOTMENT

The services covered by this invitation to tender shall be in one (01) single lot.

4. ESTIMATED COST

The estimated cost of the operation at the end of the preliminary studies shall be 30,000,000 (thirty million) CFA Francs inclusive of all taxes.

5. ESTIMATED TIME OF COMPLETION AND PLACE OF DELIVERY

The maximum period envisaged by the Contracting Authority for the delivery of the supplies covered by this invitation to tender shall be 90 (ninety) days. This period shall start from the date of notification of the instructions to contractor to start providing the services.

Delivery shall take place at the Ministry of Trade.

6. PARTICIPATION AND ORIGIN

Participation in this Invitation to Tender shall be restricted to Cameroon-based enterprises incorporated under the Company Law that have been pre-qualified following

Call for Expression of Interest No.01/AMI/MINCOMMERCE/SG/DAG/SMP/2026 of 10 April 2026.

These following companies have been pre-qualified:

No.	Names of pre-qualified companies	Addresses
1.	ETS CHALLENGE SERVICES	Tel. : 694 70 26 86
2.	ETS NGUS CONSULTING SERVICES	Tel. : 674 737 625
3.	ETS COSMOS INGINERING SERVICE	Tel. :677 03 27 70 / 673 91 41 49

7. FUNDING

Funding shall be provided by the 2026 Public Investment Budget (PIB) of the Ministry of Trade, allocation: No. 60 21 243 03 200000 204115 24429.

8. TENDERING METHOD

The tendering method selected for this Invitation to Tender shall be **exclusively online (COLEPS)**.

9. BID BOND

Each bidder must enclose with his administrative documents a bid bond, paid in hand, together with a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund, issued by a financial body or institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 14 of the tender documents, the amount of which shall be **600,000 (six hundred thousand) CFA francs** and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or a first-class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bid bonds in connection with public contracts shall result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

10. CONSULTATION OF TENDER DOCUMENTS

Physical documents may be consulted free of charge during working hours, at the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon as this Notice is published.

Tender documents may also be consulted online on the COLEPS platform at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

11. PURCHASE OF TENDER DOCUMENTS

The physical tender documents may be obtained during working hours, from the Ministry of Trade, Public Contract Service, 1st floor, room 106, telephone: 222 22 69 68, as soon this Notice is published, upon presentation of a receipt showing payment to the State Treasury of a non-refundable sum of **50,000 (fifty thousand) CFA F** accounting for tender document purchase charges.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender documents by downloading them free of charge from the COLEPS or PRIDESOFT platforms available at the addresses indicated above for the electronic version. However, e-tendering shall be subject to payment of the fee for the tender documents, in accordance with the provisions of paragraph 444 of Circular No. 0001877C/MINFI of 31 December 2025 on the Implementation of Finance Laws, the Monitoring and Control of the Implementation of the State Budget and Budget of Other Public Entities for the 2026 financial year.

12. SUBMISSION OF BIDS

Each bid, written in French or English, must be forwarded by the bidder on the COLEPS platform no later than 4:00 p.m. precisely (local time). A back-up copy of the bid recorded on a USB stick or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "back-up copy", in addition to the above note within the allotted time.

URGENT RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 001/AONR-PU /MINCOMMERCE/CIPM/2026 OF _____
FOR THE PURCHASE OF METROLOGY EQUIPMENT FOR THE CENTRAL SERVICES OF MINCOMMERCE.

(TO BE OPENED ONLY DURING THE TENDER REVIEW SESSION)

File size and format

For online tendering, the maximum sizes of the documents that will transit through the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Bidders shall ensure that compression software is used in order to possibly reduce the size of the files to be forwarded.

Under penalty of rejection; the service provider must provide the acknowledgement of receipt proving that they have indeed submitted their bids online and the receipt for payment of the bid bond to the Cameroon Deposits and Consignment Fund, as well as the receipt for payment of the fees for purchasing the tender documents upon submission of the backup copy, in accordance with Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and the monitoring and control of the execution of the State budget and budget of other public entities for the 2026 financial year. Back-up copies submitted after the deadline (date and time) for submission shall not be accepted.

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

The bid submitted by the tenderer shall comprise the following documents duly filled in and grouped together in a single (1) document containing 3 (three) volumes :

The Contracting Authority shall not accept :

- copies (bids) bearing information on the tenderer's identity;
- copies (bids) received after the latest date and time for submission of bids;
- copies (bids) that do not comply with the tendering method;
- copies (bids) without an indication of the identity of the invitation to tender;
- the backup copy, without acknowledgement of receipt proving that the bidder has indeed submitted its bids online and the receipt for payment of the bid bond to the CDEC, as well as the receipt for purchase of the tender documents, in accordance with paragraph 444 of Circular No. 0001877C/ MINFI of 31 December 2025 containing instructions relating to the implementation of finance laws, and

the monitoring and control of the implementation of the State budget and other public entities for the 2026 financial year.

Any bid that is incomplete in accordance with tender document requirements shall be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by a financial body or institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bid bonds in the field of public procurement or failure to comply with model file of tender documents shall result in the tender being rejected outright without any appeal whatsoever. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered to be missing. A bid bond presented by a tenderer during the bid opening session shall be inadmissible.

In accordance with the provisions of Dot II.4 of Circular Letter No.00019/LC/MINMAP of 05 June 2024, relating to the procedures for the constitution, deposit, conservation, restitution and withdrawal of guarantee on public contracts, the said security must be accompanied by a receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund.

14. OPENING OF BIDS

The bids shall be opened in a single phase by Internal Tenders Board attached to the Ministry of Trade on 27th June 2025 at 2 pm precisely (local time), in the conference room of the Ministry of Trade.

Only bidders or their single duly designated representatives, even in the case of a group of companies; may attend this bid opening session.

Under pain of being rejected, the other administrative documents required must be originals or true copies certified by the issuing service, in compliance with the special rules and regulations governing this invitation to tender. They must be less than 3 (three) months old from the original date of submission of bids or must have been drawn up after the date of the signing of the invitation to tender.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file when the bids were opened after a period of 48 hours granted by the Tenders Board, the bid will be rejected.

Only bidders or their duly designated representatives shall be allowed to attend the opening of administrative documents and technical bids.

15. EVALUATION CRITERIA

There shall be two (02) types of evaluation criteria: eliminatory criteria and essential criteria. A criterion cannot be both eliminatory and essential.

The purpose of these criteria shall be to identify and reject bids that are incomplete or do not substantially comply with the conditions set out in the Request for Quotation, particularly with regard to the admissibility of administrative documents, the compliance of the technical bid with the technical specifications and the qualification of bidders.

15.1 Eliminatory criteria

The eliminatory criteria shall set out the minimum conditions to be met in order to be eligible for the evaluation according to the essential criteria.

- 1- failure to provide a stamped bid bond together with the receipt from the Cameroon Deposits and Consignment Fund ;
- 2- failure to present, beyond 48 hours after the opening of the bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (except for the bid bond);

- 3- false statements, corrupt practices or forged documents;
- 4- failure to meet at least 70% of all the essential criteria ;
- 5- non-compliance with the bid file format;
- 6- failure to provide a sworn statement whereby the bidder certifies that they have not abandoned any contract during the last (3) three financial years, but also that their names are not included in the list of failing companies drawn up by MINMAP on a yearly basis;
- 7- non-compliance with technical specifications of the supplies;
- 8- the absence of a quantified unit price in the financial bid (in the unit price schedule and the bills of quantities with details of unit costs);
- 9- absence of an approval or a notarised agreement with an approved metrologist in the field of weighing and/or volume measurement;
- 10- absence of a leaflet, together with the manufacturer's technical data sheets ;
- 11- failure to provide an element of the financial bid (the tender, the Unit price schedule, bills of quantities with details of unit costs);
- 12- failure to comply with the tender model;
- 13- failure to provide the dated and signed integrity charter;
- 14- failure to provide the dated and signed declaration of commitment to comply with the environmental and social requirements;
- 15- the absence of the tenderer's bids on the Coleps platform;
- 16- the absence or failure of the back-up copies of the administrative, technical and financial bids in the event of a malfunction of the COLEPS platform;

15.2. Essential criteria

The so-called essential criteria are those that are essential or key to judging the technical and financial capacity of the bidders to perform the services covered by the invitation to tender.

Technical bids shall be rated through the binary method (yes/no) and following the essential criteria detailed in the assessment grid

The essential criteria for the qualification of bidders shall cover, as an indication:

- 1- the presentation of the bid (order of required documents, readability and clarity);
- 2- bidder's experience and references (copies of contracts or jobbing orders (first and last pages), delivery note signed by the Contracting Authority, acceptance report (statement) certifying the proper execution of these contracts);
- 3- after-sales service certificate (availability of spare parts, repair workshop, technical staff), where applicable;
- 4- a certificate of bank solvency, greater than or equal to 10,000,000 (ten million) CFA F, issued by a first-class banking institution or a financial organisation approved by the Minister in charge of Finance.
- 5- proof of acceptance of the conditions of the contract (Booklet of Special Administrative Clauses and the technical specifications of supplies, initialled on each page, signed, dated and sealed on the last page with the mention "read and approved");
- 6- technical proposal or implementation methodology ;
- 7- certificate of guarantee of the delivered goods of at least one year ;
- 8- delivery schedule and time less than or equal to 90 (ninety) days.

16. JOBBING ORDER AWARD

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who has submitted a

tender that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid has been deemed to be the lowest (most advantageous), including any discounts.

17. VALIDITY OF BIDS

Bidders shall remain bound by their bids for a period of 90 (ninety) days from the deadline for submitting bids .

18. FURTHER INFORMATION

Further information may be obtained during working hours from the Ministry of Trade, Public Contracts Service, 1st floor, room 106, Tel. 222.22.69.68 or online on the COLEPS platform at <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm>.

19. ANTI-CORRUPTION AND WHISTLEBLOWING

To report any corrupt practices, bribery (attempted corruption) or malpractices, please call the National Anti-Corruption Commission (NACC) on 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) on the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaounde, 03 JUN 2026

THE MINISTER OF TRADE

COPIES :

- MINMAP
- ARMP
- MINCOMMERCE
- Chairperson of Internal Tenders Board
- POSTING
- FILING/ARCHIVES

